

LES STOCKS

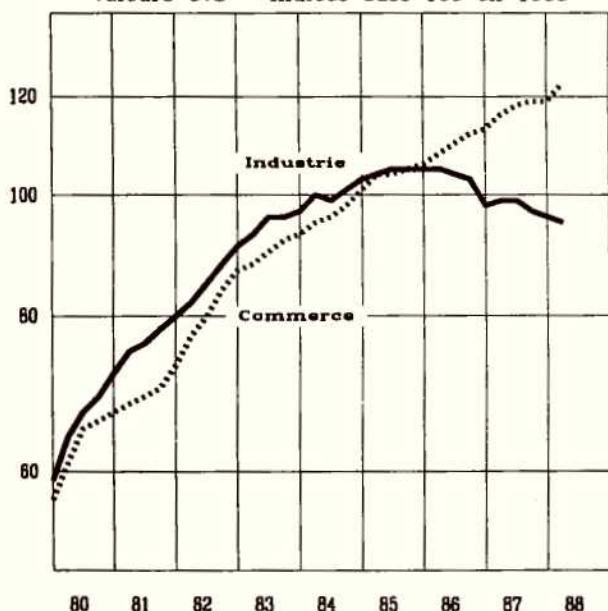
La contribution des stocks de produits manufacturés à la croissance sera encore positive en 1988, quoique près de deux fois moins importante qu'en 1987. L'année dernière, l'amélioration de la demande intérieure avait entraîné un déstockage chez les producteurs et une nette formation de stocks chez les commerçants, particulièrement chez les commerçants de biens de consommation et d'automobiles en liaison avec la hausse de la consommation des ménages.

Ce mouvement de stockage chez les commerçants devrait s'inverser à partir du deuxième trimestre 1988 par suite du ralentissement de la consommation.

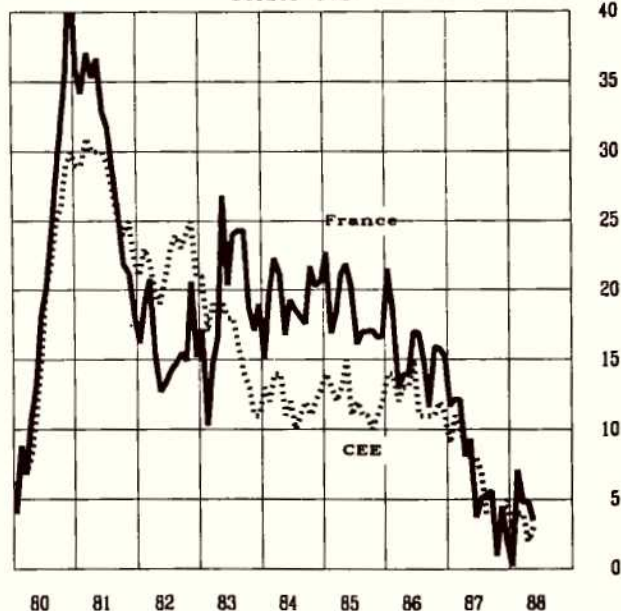
Chez les industriels, en revanche, les stocks devraient s'accroître sur l'année 1988 : plutôt au premier semestre pour les stocks de matières premières et de demi-produits, en raison des tensions sur les approvisionnements induites par le haut niveau de l'activité et l'augmentation des prix des matières premières et biens intermédiaires ; plutôt au second semestre pour les stocks de produits finis et de travaux en cours, encore jugés inférieurs à leur niveau normal en mai par les industriels qui ne peuvent percevoir que progressivement et avec retard le ralentissement de la demande finale.

Au total, la contribution de l'ensemble des stocks de produits manufacturés à la croissance sera encore nettement positive au premier semestre, mais négative ensuite.

Encours de stocks de produits finis
Valeurs CVS - Indices base 100 en 1985



Opinion sur les stocks de produits finis dans l'industrie
Soldes CVS



Source INSEE : Enquête trimestrielle sur les stocks

L'INVESTISSEMENT PRODUCTIF

Secteur (et pondération 1/)	Volumes aux prix de l'année précédente			
	Evolutions, %			
	1985	1986	1987	1988
Grandes Entreprises Nationales (17 %)	-0,8	-8,4	-5,0	0
Entreprises du secteur concurrentiel (83 %)	5,6	6,4	7,7	8
Agriculture (6 %)	-1,3	-7,5	-5,5	0
Industrie (32 %)	6,9	3,5	7,1	9 à 10
Commerces-Services (40 %)	5,1	12,1	10,7	8 à 9
BTP (5 %)	11,6	3,7	5,3	5
ENSEMBLE DES ENTREPRISES (SQS-EI)	4,2	3,3	5,4	7

1/ Structure de l'investissement en valeur en 1987.

L'investissement productif des entreprises devrait être à nouveau vif en 1988 dans le secteur concurrentiel ; la situation serait par ailleurs moins défavorable que les années précédentes dans les Grandes Entreprises Nationales.

Les entreprises industrielles devraient se montrer les plus dynamiques, accélérant leurs dépenses d'investissement par rapport à 1987. L'amélioration de la situation financière des entreprises joue en effet favorablement et l'investissement devrait être stimulé par les tensions sur les capacités de production qui se sont développées en début d'année, ainsi que par les besoins de modernisation de certains secteurs.

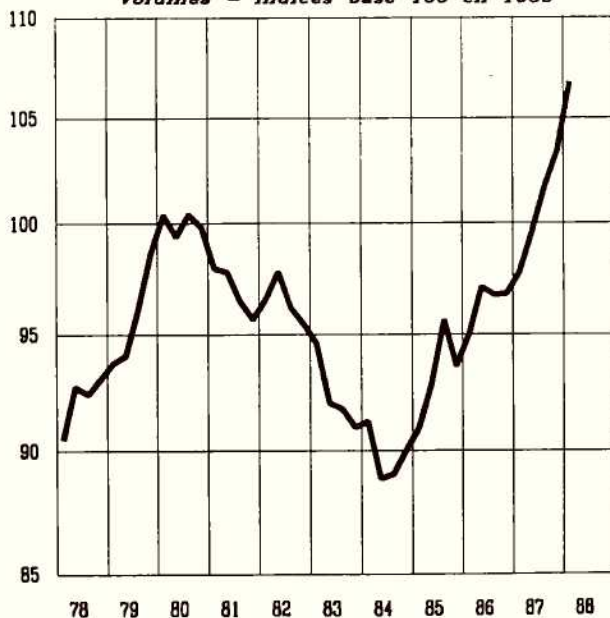
A cet égard, l'enquête sur les investissements dans l'industrie de mars fait apparaître des prévisions élevées dans l'automobile et dans la plupart des secteurs des biens intermédiaires où les goulots de production se sont notablement accrus. Les résultats de l'enquête laissent également prévoir un investissement soutenu dans les industries agro-alimentaires et les biens de consommation.

Le secteur des commerces et services, pourrait à nouveau enregistrer en 1988 une forte croissance de ses dépenses d'équipement ; du fait en particulier de l'évolution moins favorable de la consommation des ménages, cette croissance serait cependant en retrait par rapport aux deux années précédentes.

L'investissement dans le secteur du BTP devrait bénéficier d'une activité bien orientée, notamment dans les travaux publics (et plus particulièrement les travaux routiers).

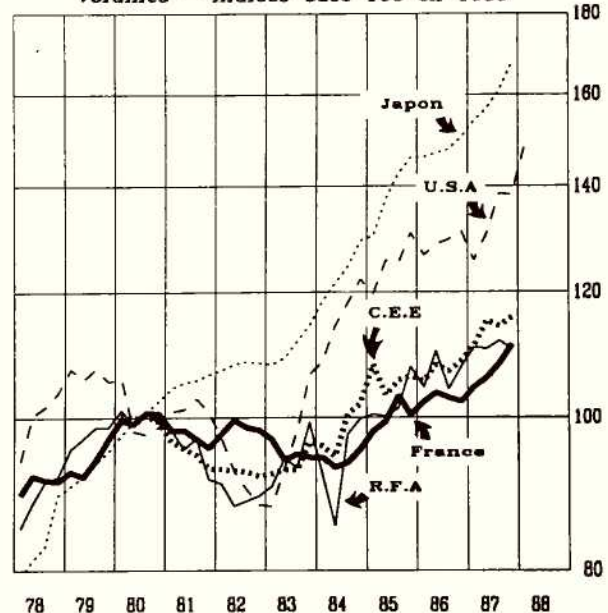
Investissement productif des SQS-EI

Volumes - Indices base 100 en 1980



Investissement en machines et équipement

Volumes - Indices base 100 en 1980

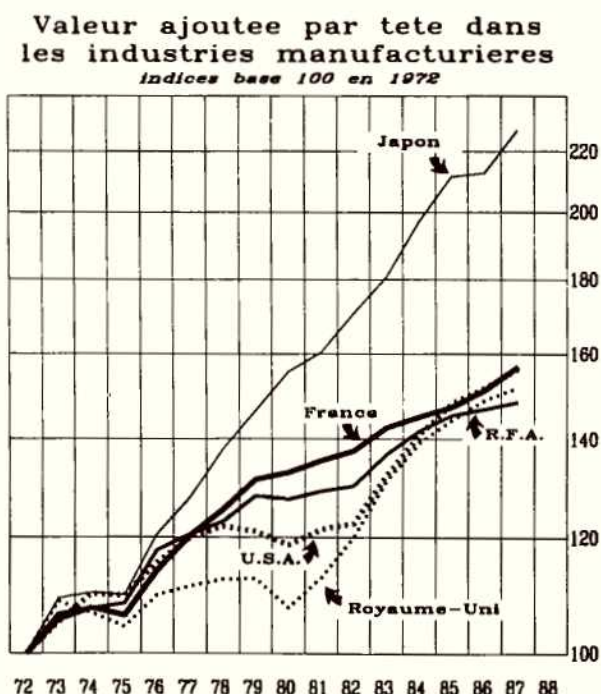
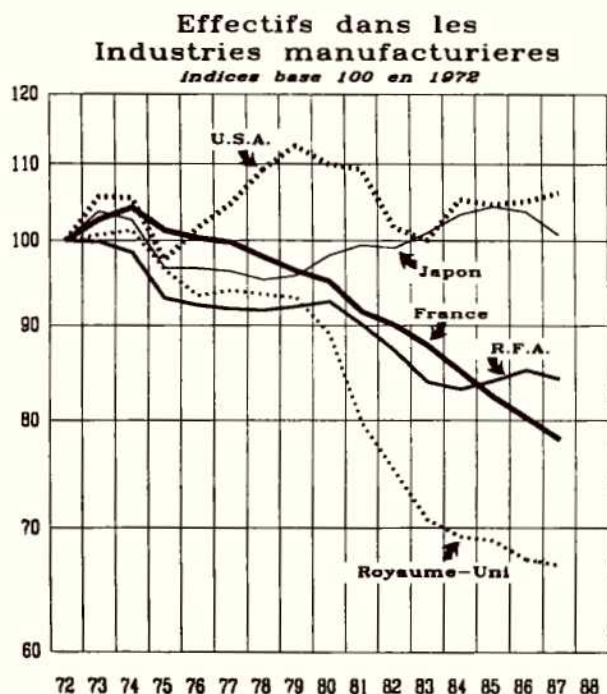


LA PRODUCTIVITE DU TRAVAIL

En matière d'emploi et de productivité apparente du travail dans l'industrie, la France se trouve aujourd'hui dans une situation particulière. De 1976 à 1980, les gains de productivité réalisés par les industries manufacturières, qui dépassaient 4,5 % par an, étaient supérieurs à ceux des industries allemandes, britanniques et nord-américaines. Mais cette avance a été aujourd'hui presque totalement rattrapée. En effet, à la différence de ses principaux partenaires, la France n'a pas amorcé de croissance accélérée de la productivité apparente du travail à la suite du second choc pétrolier.

Certes, à l'étranger, cette croissance a été acquise par des voies différentes. Le Japon la doit avant tout à la vigueur de son appareil productif : l'accélération de sa production lui a permis, tout du moins jusqu'en 1986-1987, d'accroître ses effectifs tout en améliorant sa productivité. Aux Etats-Unis, ce sont les fluctuations très marquées de l'emploi en fonction de la production, qui ont assuré des gains de productivité de près de 4 % entre 1980 à 1987. La Grande Bretagne a, quant à elle, perdu plus du quart de ses emplois industriels pendant la même période, du fait d'un mouvement de restructuration d'ampleur exceptionnelle. L'emploi industriel a décliné en Allemagne Fédérale à un rythme plus proche de celui de la France, mais sa dégradation a pu être stoppée dès 1985, grâce à la reprise de la production.

En France, au contraire, des pertes d'emplois de près de 3 % par an n'ont pas empêché un ralentissement relatif des gains de productivité industriels entre 1980 et 1985. Ceci explique sans doute que les restructurations aient continué en 1986-1987 à un rythme soutenu.



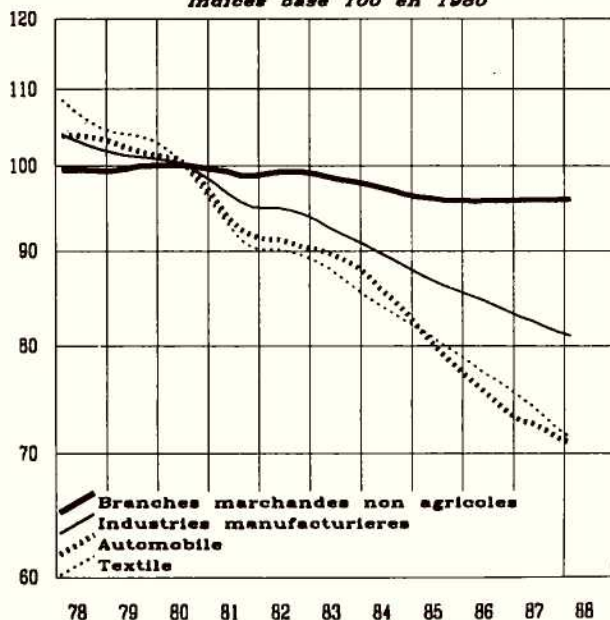
LA PRODUCTIVITE DU TRAVAIL

En 1987, la croissance de la productivité s'est en effet poursuivie, et même accélérée en France dans les industries manufacturières, pour retrouver le rythme des années 1979-1980. Si l'on ne tient pas compte du recours additionnel à l'intérim, le redressement de la production ne se serait alors répercuté sur les effectifs qu'avec l'amorce de leur stabilisation au premier trimestre 1988.

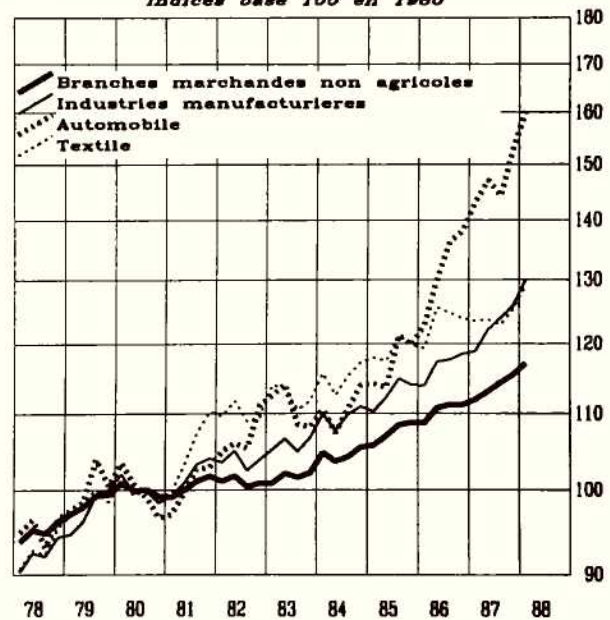
Ce constat recouvre toutefois des réalités différentes selon les secteurs. Dans l'automobile par exemple, on observe depuis 1986 des gains de productivité jamais atteints dans le passé, et qui sont le reflet de plans de restructuration programmés sur plusieurs années : la très vive reprise de la production n'empêche donc pas les ajustements de se poursuivre. La situation est inverse dans les biens de consommation, et notamment dans le textile, où c'est la faible croissance de la production qui empêche l'emploi de se redresser, malgré des gains de productivité relativement modérés.

On peut toutefois penser que les gains de productivité observés dans l'industrie manufacturière pourraient s'infléchir, au moins temporairement : c'est ce que suggèrent la progression de 8 % du nombre de contrats à durée déterminée (ce type de contrats représente 65 % des embauches effectuées en 1987), la vive croissance de l'intérim depuis le second semestre 1987 (25 % de mi-1987 à mi-1988) et le retour des licenciements économiques à leur rythme d'avant la réforme de 1986.

Effectifs salariés en France
Indices base 100 en 1980



Production par tête en France
Indices base 100 en 1980



L'EMPLOI

Selon les premières estimations, au cours du premier trimestre 1988 les effectifs salariés des secteurs marchands non agricoles auraient progressé de 0,3 %, et ceci sans le concours des SIVP demeurés stables. L'amélioration est surtout le fait des secteurs des industries manufacturières dont les pertes d'emploi ne seraient plus que de - 0,1 % au cours du trimestre, la plus faible baisse enregistrée depuis 1982. Cette inflexion est le résultat de la croissance sensible de l'activité industrielle enregistrée depuis l'automne 1987, dans un contexte de fortes tensions sur les capacités de production. Elle devrait se prolonger en s'atténuant au cours de 1988. La contraction de l'emploi industriel en 1988 serait ainsi la plus faible de ces six dernières années.

Avec une progression de son activité comparable à celle de l'année dernière, le secteur du bâtiment génie civil et agricole serait toujours créateur d'emplois, à un rythme proche de celui de 1987. La progression du tertiaire se ralentirait au cours de 1988 du fait du fléchissement de la consommation des ménages.

Au total, compte tenu d'une progression estimée actuellement à 0,1 % mais susceptible d'être bientôt révisée en hausse (cf note de bas de tableau) pour 1987, l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles augmenterait de + 0,4 % au cours de l'année 1988, cette progression étant acquise au premier semestre.

Evolution de l'emploi												
	Glissements semestriels						Glissements annuels			Niveaux en fin d'année		
	Taux d'évolution %						Taux d'évolution %			Milliers		
	86.I	86.II	87.I	87.II	88.I*	88.II*	1986	1987	1988*	1986	1987	1988*
Salariés des secteurs marchands												
non agricoles	0,0	0,0	0,2	-0,1	0,4	-0,1	0,0	0,1	0,4	13.451	13.460	13.508
Hors SIVP	0,0	-0,3	-0,1	0,0	0,4	-0,1	-0,3	-0,1	0,4	13.383	13.363	13.411
Industries y compris BGCA	-0,8	-1,0	-0,6	-1,0	-0,1	-0,7	-1,8	-1,6	-0,8	5.928	5.834	5.789
Industries agro-alimentaires	-0,7	0,0	0,2	-0,2	0,0	0,0	-0,7	0,0	0,0	532	532	532
Energie	-1,2	-1,6	-1,5	-1,5	-2,1	-1,5	-2,8	-3,0	-3,6	286	278	268
Bâtiment-génie civil et agricole	0,3	0,5	0,8	0,1	1,0	0,3	0,8	0,9	1,3	1.188	1.199	1.215
Industrie manufacturière	-1,2	-1,6	-1,1	-1,4	-0,3	-1,0	-2,7	-2,5	-1,3	3.922	3.825	3.774
Biens intermédiaires	-1,0	-1,6	-0,8	-1,7	-0,2	-1,0	-2,5	-2,5	-1,2	1.216	1.186	1.171
Biens d'équipement	-1,2	-1,7	-1,6	-1,1	-0,3	-0,7	-2,8	-2,6	-1,0	1.165	1.134	1.484
Automobile	-2,6	-2,9	-0,8	-2,0	-0,3	-0,7	-5,4	-2,8	-1,0	376	365	
Biens de consommation	-0,9	-1,0	-0,9	-1,3	-0,4	-1,4	-1,9	-2,1	-1,8	1.165	1.140	1.119
Tertiaire marchand	0,7	0,9	0,8	0,5	0,9	0,4	1,6	1,4	1,2	7.523	7.626	7.719
Commerces	0,6	0,9	1,2	0,5	1,0	0,0	1,6	1,7	1,0	2.005	2.040	2.059
Transports-télécommunications	0,3	-0,1	-0,3	-0,3	0,0	-0,4	0,2	-0,6	-0,4	1.313	1.305	1.300
Services marchands	1,1	1,4	1,3	0,9	1,3	0,9	2,5	2,2	2,2	3.539	3.616	3.697
Banques-assurances	0,0	-0,2	-0,2	0,0	-0,1	-0,2	-0,2	-0,2	-0,3	666	665	663
Tertiaire non marchand (y compris TUC)							5,3	0,5	0,3	4.223	4.243	4.256
EMPLOI TOTAL 1/ Hors TUC et SMP 1/							0,1	0,0	0,2	21.247	21.251	21.290
							-0,2	-0,1	0,2	20.977	20.953	20.992

* prévision
1/ y compris salariés agricoles et non salariés

NB. Il convient de noter que la croissance des effectifs du sous-secteur de l'intérim au sein des Services rendus aux entreprises a été particulièrement vive en 1987 et que la plus grande partie de cet accroissement n'est pas encore intégrée dans les estimations présentées ici. La correction dont l'ampleur pourrait atteindre 50.000 à la fin 1987, sera faite à l'été en même temps que les rectifications habituelles concernant les autres secteurs d'activité, sur la base des statistiques exhaustives de l'UNEDIC.

Taux de chômage au sens du BIT													%		
	Niveaux en fin de trimestre												Moyennes annuelles		
	86.1	86.2	86.3	86.4	87.1	87.2	87.3	87.4	88.1	88.2*	88.3*	88.4*	1986	1987	1988*
ENSEMBLE	10,2	10,4	10,5	10,5	10,7	10,6	10,5	10,4	10,3	10,5	10,8	10,8	10,4	10,6	10,5
Moins de 25 ans	22,6	22,9	22,6	22,1	22,0	21,7	21,1	20,8	20,2				22,8	21,8	
25 ans à 49 ans	8,0	8,3	8,4	8,6	8,8	8,8	8,8	8,8	8,8				8,2	8,7	
50 ans et plus	7,2	7,2	7,1	7,3	7,7	7,8	7,7	7,5	7,6				7,1	7,6	

* prévision

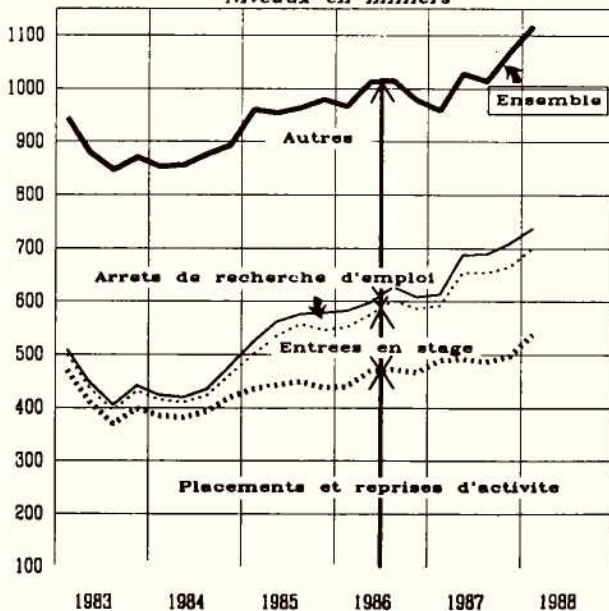
La diminution du nombre des demandeurs d'emploi (DEFM) intervenue à partir du second trimestre 1987 s'explique principalement par les effets des différentes mesures prises en faveur des jeunes et des chômeurs de longue durée. Cette diminution a ramené les DEFM fin avril 1988 à un niveau inférieur de 4,4 % à celui observé l'an dernier au même moment, soit - 115 000 demandeurs d'emploi. Le taux de chômage est ainsi passé de 10,7 % à 10,3 %, amélioration dont les jeunes ont été les principaux bénéficiaires.

Les flux de sorties de l'ANPE (pour placement ou annulation de la demande) sont particulièrement élevés depuis le début de l'année 1988. Ceci reflète pour une part l'activité soutenue du marché du travail : les mouvements de main d'oeuvre se sont accélérés en faisant plus largement appel aux contrats de courte durée. Mais les nombreuses entrées en stages expliquent aussi le volume important des sorties de l'ANPE.

Cette situation favorable ne se prolongera probablement pas en 1988, malgré une évolution plus positive de l'emploi. En effet, le nombre des personnes en stage paraît avoir atteint son maximum fin avril et devrait sensiblement diminuer jusqu'à l'automne. Ce mouvement, bien qu'en grande partie saisonnier, aura une ampleur inhabituelle étant donné les niveaux élevés atteints au cours du printemps. Le nombre des DEFM risque en conséquence d'augmenter de 100.000 à 150.000 d'ici l'automne. Son évolution en fin d'année sera tributaire des actions qui seront entreprises dans le cadre de la politique de l'emploi ; dans l'hypothèse d'une simple reconduction des mesures du début d'année, il pourrait rester stable au dernier trimestre.

Sorties de l'ANPE

Niveaux en milliers



Entrées à l'ANPE

Niveaux en milliers

